

**ARRÊTÉ PERMANENT DU MAIRE  
REGLEMENTANT LA CIRCULATION  
POUR CAUSE DE TRAVAUX**

**Référence** : 250115.1 POL-CIRC

**Nous, Thierry ZANATTA, Maire de la commune de BRAX ;**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la loi n° 89-413 du 22 Juin 1989 relative au Code de la Voirie routière et le Décret n° 89-631 du 4 septembre 1989 ;

**Vu** le Code de la Route ;

**Vu** le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 et les arrêtés subséquents qui l'ont modifié et complété ;

**Vu** l'avis N°186 de Monsieur le Préfet de la Région Midi-Pyrénées, Préfet de la Haute-Garonne, en date du 14 Octobre 2008 ;

**Vu** les prescriptions et les schémas des manuels de signalisation temporaire du chef de chantier (routes à chaussées séparées, routes bidirectionnelles) édités par le Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA) ;

**Vu** l'Arrêté n°662/09 du 27 octobre 2009 portant réglementation provisoire de la circulation sur le réseau routier départemental hors agglomération ;

**Vu** le règlement de voirie de Toulouse Métropole adopté par délibération du Conseil de Communautaire le 16 décembre 2011 ;

**Vu** la loi MAPTAM n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

**Vu** l'article 90 de la note n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et impliquant le transfert du domaine public routier départemental de la Haute-Garonne à Toulouse Métropole le 01 janvier 2017.

**Considérant** qu'il est nécessaire de réglementer, de façon permanente, en raison de leur caractère répétitif, la mise en œuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier et cyclable constitués par les Ex-routes départementales transférées au 01/01/2017 dans le cadre de la loi NOTRe et dénommées comme telles dans cet arrêté.

**Considérant** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers ainsi que celle des personnels chargés d'exécuter des travaux ou d'intervenir sur le réseau routier et cyclable départemental et qu'il convient de réduire, autant que possible, la gêne occasionnée à la circulation.

**ARRETONS**

**Article 1** : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2007 10 POL-CIRC du 10 juillet 2020 susvisé, pour ce qui concerne le territoire de la commune de Brax.

**Article 2** : Les restrictions visées aux articles 4, 5 et 6 et relatives à la circulation des usagers sont autorisées au droit des chantiers dits « courants » (définis à l'article 3) réalisés sur les ex-routes départementales et les parcours cyclables transférés au 1er janvier 2017 dans le cadre de la loi NOTRe et exécutés hors agglomération, par les services de Toulouse Métropole ou par des concessionnaires, entreprises ou services publics intervenant pour ou sous le contrôle des services de Toulouse Métropole, sous réserve des conditions fixées dans les articles ci-après.

**A titre indicatif et non exhaustif, les principaux chantiers concernés** (qu'ils soient réalisés en régie ou par les entreprises) sont :

- intervention ponctuelle (réalisée en régie ou par l'entreprise) dans la réparation des chaussées, de leurs dépendances ou de leurs équipements ;
- entretien périodique des chaussées, en particulier point à temps automatique et programme d'enduits superficiels ou d'enrobés ou autres techniques ;
- entretien des dépendances et des équipements de la route : chantiers mobiles divers dont le fauchage, le curage des fossés, l'entretien des accotements, l'élagage et l'abattage d'arbres, le remplacement, l'entretien et le nettoyage de la signalisation verticale, etc ... ;
- entretien des ouvrages d'art : nettoyage, petites réparations, visites périodiques avec ou sans nacelle, réfection des joints de chaussée, etc ... ;
- intervention sur éclairage public, feux tricolores ;
- réparation ou pose de glissières de sécurité ;
- entretien et mise en œuvre de signalisation horizontale ;
- exploitation de la route : comptages du trafic ou sondages d'opinion, gestion des événements de courte durée ;
- interventions réa(is)ées dans le cadre du service hivernal ... ;
- travaux sur les réseaux des concessionnaires situés dans le domaine public routier ou à proximité ;
- tous travaux exécutés sur ou à partir du domaine public routier (accès riverains, réseaux aériens, etc.).

La signalisation de chantier afférente sera mise en place :

- soit par les services de Toulouse Métropole ;
- soit, sous le contrôle des services de Toulouse Métropole, par les concessionnaires, entreprises privées ou services publics susvisés en ce qui concerne les chantiers réalisés par leurs soins.

Elle sera adaptée à la situation rencontrée et conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, notamment la 8ème partie, « signalisation temporaire ») ; cette signalisation respectera les prescriptions et schémas des manuels de signalisation temporaire du chef de chantier et les guides d'exploitation sous chantier édités par le SETRA

Le présent arrêté ne dispense pas les intervenants d'accomplir les formalités relatives aux autres aspects de la réglementation, notamment la police de conservation du patrimoine routier métropolitain (obtention préalable d'une autorisation de voirie, déclaration d'intention de Commencer les Travaux, etc ...)

**Article 3** : Les dispositions du présent arrêté, concernent les chantiers dits « courants » définis ci-après :

Un chantier réalisé sur ex-route départementale hors agglomération (de jour ou de nuit) est dit « courant » s'il répond aux critères suivants :

Il ne doit pas entraîner :

- de déviation de circulation
- de gêne importante pour l'utilisateur, notamment lors des périodes de circulation dites en

« heures de pointes » (07H00-09H30 et 16H30-20H00)

- d'alternat d'une longueur supérieure à 500 mètres sur les ex-routes départementales classées dans le réseau routier primaire

Le débit prévisible par voie laissée libre à la circulation doit être inférieur aux valeurs suivantes, pendant toute la durée du chantier :

- sur routes bidirectionnelles, < 1000 véhicules par heure sans réduction de la largeur de la voie laissée libre à la circulation,
- sur routes à chaussées séparées, < 1200 véhicules par heure par voie(s) laissée(s) libre(s) à la circulation, sans réduction de la largeur de cette (ces) voie(s)

Sur routes à chaussées séparées, un chantier dit « courant » doit également respecter les prescriptions suivantes :

- la zone de restriction de capacité ne doit pas excéder 6 km ;
- le chantier ne doit pas entraîner de basculement partiel ;
- l'interdistance entre deux chantiers consécutifs organisés sur la même chaussée doit être au minimum de 5 km si un des deux chantiers ne neutralise pas de voie de circulation ;

Un chantier est dit « non courant » si l'une ou plusieurs conditions caractéristiques des chantiers courants ne sont pas remplies.

A contrario, un arrêté particulier sera pris systématiquement pour les chantiers non courants.

Toutefois les phases préparatoires et terminales d'un chantier « non courant » peuvent être traitées comme un chantier « courant » dans la mesure où l'activité du chantier a des impacts sur la circulation qui restent dans le domaine des chantiers « courants ».

**Article 4 : Les mesures de police de circulation relatives aux chantiers « courants » sur ex-routes départementales bidirectionnelles sont les suivantes :**

- interdictions de dépasser et de stationner : elles pourront être imposées, par apposition de panneaux de type "B3" et "B6", sur toute la longueur de la zone de chantier ou présentant un danger temporaire, dès qu'il y aura réduction de la largeur circulaire ou difficulté particulière (accès de chantier, obstacles particuliers réduisant la capacité de dépassement, véhicule accidenté, visibilité ou sécurité dans les manœuvres ...)
- limitation de vitesse : elle sera imposée aux usagers, en passant par paliers dégressifs intermédiaires de 20 km/h :
  - 70 et 50 km/h lorsque la vitesse est limitée à 90 km/h et que subsistent 2 voies de circulation assurant la circulation bidirectionnelle.
  - 50 km/h en présence d'alternat ou de conditions de circulation altérées par la nature même du chantier, voire 30 km/h lorsque les conditions de sécurité le nécessitent vraiment.

Ces limitations seront imposées aux usagers par panneaux de type "B14" et levées par des panneaux de fin de prescription de type "B31" ou "B33" suivant les cas.

Les panneaux, obligatoirement de classe 2 et de gamme normale, seront, pour chaque série de panneaux consécutifs et indissociables, espacés de 100 mètres environ.

- Circulation alternée : un alternat de circulation pourra être réalisé au droit des rétrécissements de chaussée, après une pré-signalisation par panneaux de type "KC1" portant la mention "circulation alternée ».

Dans ce cas, cet alternat sera commandé soit :

- **manuellement** par des personnels dotés de signaux de type "K10" qui synchroniseront les phases de circulation, soit visuellement, soit par liaison radio téléphonique dans les conditions d'emploi suivantes :
  - le trafic horaire dit « de pointe » ne doit pas dépasser 1000 véhicules par heure pour les deux sens cumulés
  - la longueur maximum de l'alternat est de 500 mètres pour les routes

départementales de 1ère catégorie et de 1200 mètres pour les autres

- **automatiquement** par signaux bicolores d'alternat temporaire de type "KR 11" précédés d'une signalisation de danger du type "AK17".
- **par panneaux de type "B15" et "C18"** sur les sections de routes départementales présentant les caractéristiques suivantes :
  - trafic horaire dit « de pointe » inférieur ou égal à 400 véhicules/heure pour les deux sens cumulés
  - visibilité sur une longueur totale d'au moins 300 mètres
  - absence d'interdiction de doubler au sol ou de flèches de rabattement

De plus, la longueur maximale de l'alternat sera limitée, en fonction du trafic de pointe, à :

- 150 mètres si le trafic est inférieur à 150 véhicules/heure pour les deux sens cumulés
- 100 mètres si le trafic est compris entre 150 et 400 véhicules/heure pour les deux sens cumulés

**Article 5** Les mesures de police de circulation relatives aux chantiers « courants » sur routes à chaussées séparées sont les suivantes :

#### 5.1 - Cas des **Chantiers fixes** :

- interdictions de dépasser et de stationner : elles pourront être imposées, par apposition de panneaux de type "B3" et "B6", sur toute la longueur de la zone de chantier, dès qu'il y aura réduction du nombre de voies.
- les panneaux, obligatoirement de classe 2 et de grande gamme sur accotement ou Bandes d'Arrêt d'Urgence, seront espacés de 200 mètres environ et les « rappels » tous les deux kilomètres. Cette distance pourra être adaptée suivant les conditions de visibilité et les impossibilités physiques.

La signalisation sera, dans la mesure du possible (sauf impossibilité physique), répétée sur le Terre-Plein Central avec des panneaux de classe 2 et de gamme normale.

- limitation de vitesse : elle sera imposée aux usagers, en passant par paliers dégressifs intermédiaires de 20 km/h :
  - 90 km/h lorsque la vitesse est limitée à 110 km/h et lorsqu'il ne reste qu'une voie de circulation.
  - 70 km/h en approche puis 50 km/h au droit du chantier.
  - 70 km/h au droit des échangeurs si la circulation ne s'effectue plus que sur une voie.

Ces limitations seront imposées aux usagers par panneaux de type "B14" et levées par des panneaux de fin de prescription de type "B31" ou "B33" suivant les cas.

Les panneaux, obligatoirement de classe 2 et de grande gamme, seront, pour chaque série de panneaux consécutifs et indissociables, espacés de 200 mètres environ.

La signalisation sera, dans la mesure du possible (sauf impossibilité physique), répétée sur le Terre-Plein Central avec des panneaux de classe 2 et de gamme normale.

- **Échangeurs** : lors de restrictions à une voie ou de basculement sur l'axe principal, un « STOP » pourra remplacer le « **CEDEZ LE PASSAGE** » de la bretelle d'insertion si les conditions de visibilité ou d'insertion sont mauvaises ou dans certains cas particuliers (fort trafic poids lourds entrant ou circulant, conditions climatiques particulières, etc.).

#### 5.2 - Cas des chantiers mobiles signalés par Flèches Lumineuses de Rabattement (F.L.R) :

Afin d'assurer la neutralisation d'une voie d'une section à 2 x 2 voies, la signalisation du biseau pourra être réalisée à l'aide de deux remorques portant une « Flèche Lumineuse de Rabattement » (F.L.R).

Ces remorques seront utilisables de jour, comme de nuit pour la protection :

- des chantiers mobiles d'une longueur maximale de 4 km,
- des chantiers fixes d'une durée inférieure à 24 heures et d'une longueur maximale de 4 km,

- des incidents ou accidents représentant des dangers temporaires pour les usagers.

L'utilisation des F.L.R. sur Bande d'Arrêt d'Urgence (B.A.U.) et bretelles est interdite.

**Article 6 :** Les mesures de police de circulations relatives aux chantiers courants sur les parcours cyclables sont les suivantes :

Aux abords de la zone en travaux les cyclistes devront ralentir ou mettre pied à terre, la signalisation temporaire suivante sera mise en place : panneaux de type "AK5" et "Alt3 " complétés éventuellement par la mention "cycliste mettez pied à terre". La circulation pourra également être interrompue ponctuellement selon les besoins du chantier au moyen de piquets de type "K10" ; les usagers se conformeront alors aux instructions des agents de travaux.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment de nuit et les jours non ouvrables, tout ou partie des signaux en place seront déposés systématiquement ou occultés si les motifs d'exploitation ayant conduit à les implanter ont disparu.

**Article 8 :** Toutes ces dispositions prennent effet à compter de la date du présent arrêté. Elles s'appliquent :

- aux chantiers de fauchage (quelle que soit la période).
- aux autres chantiers mobiles dont la durée est inférieure ou égale à 10 jours ouvrables.
- aux chantiers fixes dont la durée est inférieure ou égale à 5 jours ouvrables.

**Article 9 :** Les mesures de police de circulations particulières relatives aux interventions d'urgence sont les suivantes :

9.1 - Sur ex-routes départementales bidirectionnelles réalisées par le gestionnaire de la voirie métropolitaine :

Dans le cas des interventions d'urgence réalisées par le gestionnaire de la voirie métropolitaine et, en liaison avec les forces de l'ordre, il peut être fait usage soit de la neutralisation de la voie, soit d'un alternat, soit de la fermeture temporaire de la route avec mise en œuvre de déviation si nécessaire.

Si la circulation normale n'a pas été rétablie au plus tard à la fin du premier jour travaillé suivant l'intervention d'urgence, un arrêté de circulation temporaire spécifique sera pris par le Maire.

9.2 - Sur Routes à chaussées séparées :

La signalisation est réalisée à l'aide de véhicules portant une « Flèche Lumineuse d'Urgence » (F.L.U.) pour tous les événements ou interventions d'une durée inférieure à 2 heures.

- *Échangeurs* : lors d'un événement particulier sur une bretelle d'entrée ou de sortie d'échangeur, la circulation peut, au titre du présent arrêté, être interrompue sur la voie concernée afin de garantir la sécurité des personnels d'intervention et celle des usagers.

Étant précisé que cette interruption ne devra pas excéder une demi-journée (12 heures).

- *Section courante* : en cas d'urgence absolue (événement obstruant les deux voies) et en liaison avec les forces de l'ordre, la circulation peut, au titre du présent arrêté, être interrompue sur la section courante concernée afin de garantir la sécurité des personnels d'intervention et celle des usagers, ce pour une durée maximale de 12 heures. La circulation est alors déviée à compter de l'échangeur précédant l'événement

Dans les autres cas et au-delà de ce délai, un arrêté de réglementation spécifique devra être pris.

**Article 10 :** Sur l'ensemble des ex-routes départementales situées hors agglomération, le présent arrêté est applicable, par extension, pour :

- Les interruptions de circulation, notamment pour
  - la mise en place d'un balisage,

- l'inversion d'un balisage (voie lente vers voie rapide ou vice versa),
- la mise en place d'un basculement,
- l'intervention pour enlèvement d'objet,
- l'abattage d'arbres présentant des risques de ruptures mécaniques,
- le fauchage au droit des îlots,
- des interventions diverses sur la chaussée,
- le passage de transport exceptionnel.
- le passage d'épreuves sportives.

Étant précisé que ces interruptions ne devront pas excéder 30 minutes.

- Les engins destinés à effectuer des mesures et contrôles de chaussée ou les engins de balayage circulant à vitesse réduite, sous escorte éventuelle de véhicules des services de Toulouse Métropole (et des forces de l'ordre au besoin).
- Les chantiers de marquage horizontal : la largeur de la voie contiguë à celle traitée (marquage ou pose de plots) pourra voir sa largeur roulable réduite ponctuellement au niveau de la machine d'application, de l'équipe de pose des plots ou de la zone de séchage.

**Article 11** : Le présent arrêté sera affiché en Mairie ainsi qu'aux extrémités du chantier et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Toulouse Métropole.

**Article 12** : Le Directeur Général des Services de Toulouse Métropole, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Haute-Garonne, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Garonne, les Maires des communes membres de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Brax, le 16 janvier 2025

**Le Maire**

**Thierry ZANATTA**

Le présent arrêté peut l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et/ou sa publication.